

Trois conférences faites aux ouvriers du Val de Saint-Imier (Mai 1871)

Bibliothèque sociologique N°43

Michel Bakounine – Œuvres – Tome V (1911) – Stock, Editeur.

Première conférence (L'original ne porte aucun titre)

Compagnons, (Bakounine avait d'abord écrit « Citoyens », puis il a biffé ce mot et l'a remplacé par celui de « Compagnons »)

Depuis la grande Révolution de 1789-1793, aucun des événements qui ont succédé, en Europe, n'a eu l'importance et la grandeur de ceux qui se déroulent à nos yeux, et dont Paris est aujourd'hui le théâtre.

Deux faits historiques, deux révolutions mémorables avaient constitué ce que nous appelons le monde moderne, le monde de la civilisation bourgeoise. L'une, connue sous le nom de Réformation, au commencement du seizième siècle, avait brisé la clef de voûte de l'édifice féodal, la toute-puissance de l'Église; en détruisant cette puissance, elle prépara la ruine du pouvoir indépendant et quasi-absolu des seigneurs féodaux, qui, bénis et protégés par l'Église, comme les rois et souvent même contre les rois, faisaient procéder leurs droits directement de la grâce divine; et par là même elle donna un essor nouveau à l'émancipation de la classe bourgeoise, lentement préparée, à son tour, pendant les deux siècles qui avaient précédé cette révolution religieuse, par le développement successif des libertés communales, et par celui du commerce et de l'industrie qui en avait été en même temps la condition et la conséquence nécessaire.

De cette révolution sortit une nouvelle puissance, non encore celle de la bourgeoisie, mais celle de l'État, monarchique, constitutionnel et aristocratique en Angleterre, monarchique, absolu, nobiliaire, militaire et bureaucratique sur tout le continent de l'Europe, moins deux petites républiques, la Suisse et les Pays-Bas.

Laissons, par politesse, ces deux républiques de côté, et occupons-nous des monarchies.

Examinons les rapports des classes, leur situation politique et sociale après la Réformation.

À tout seigneur tout honneur, commençons donc par celle des prêtres; et sous ce nom de prêtres je n'entends pas seulement ceux de l'Église catholique, mais aussi les ministres protestants, en un mot

tous les individus qui vivent du culte divin et qui nous vendent le Bon Dieu tant en gros qu'en détail. Quant aux différences théologiques qui les séparent, elles sont si subtiles et en même temps si absurdes, que ce serait une vaine perte de temps que de s'en occuper.

Avant la Réformation, l'Église et les prêtres, le pape en tête, étaient les vrais seigneurs de la terre. D'après la doctrine de l'Église, les autorités temporelles de tous les pays, les monarques les plus puissants, les empereurs et les rois n'avaient de droits qu'autant que ces droits avaient été reconnus et consacrés par l'Église. On sait que les deux derniers siècles du moyen âge furent occupés par la lutte de plus en plus passionnée et triomphante des souverains couronnés contre le pape, des États contre l'Église. La Réformation mit un terme à cette lutte, en proclamant l'indépendance des États. Le droit du souverain fut reconnu comme procédant immédiatement de Dieu, sans l'intervention du pape, et naturellement, grâce à cette provenance toute céleste, il fut déclaré absolu. C'est ainsi que sur les ruines du despotisme de l'Église fut élevé l'édifice du despotisme monarchique. L'Église, après avoir été le maître, devint la servante de l'État, un instrument du gouvernement entre les mains du monarque.

Elle prit cette attitude non seulement dans les pays protestants où, sans en excepter l'Angleterre et notamment par l'Église anglicane, le monarque fut déclaré le chef de l'Église, mais encore dans tous les pays catholiques, sans en excepter même l'Espagne. La puissance de l'Église romaine, brisée par les coups terribles que lui avait portés la Réforme, ne put se soutenir désormais par elle-même. Pour maintenir son existence, elle eut besoin de l'assistance des souverains temporels des États. Mais les souverains, on le sait, ne donnent jamais leur assistance pour rien. Ils n'ont jamais eu d'autre religion sincère, d'autre culte que ceux de leur puissance et de leurs finances, ces dernières étant en même temps le moyen et le but de la première. Donc, pour acheter le soutien des gouvernements monarchiques, l'Église devait leur prouver qu'elle était capable et désireuse de les servir. Avant la Réformation, elle avait maintes fois soulevé les peuples contre les rois. Après la Réformation, elle devint dans tous les pays, sans excepter même la Suisse, l'alliée des gouvernements contre les peuples, une sorte de police noire, entre les mains des hommes d'État et des classes gouvernantes, se donnant pour mission de prêcher aux masses populaires la résignation, la patience, l'obéissance quand même, et le renoncement aux biens et aux jouissances de cette terre, que le peuple, disait-on, doit abandonner aux heureux et aux puissants de la terre, afin de s'assurer pour lui-même les trésors célestes. Vous savez qu'encore aujourd'hui toutes les Églises chrétiennes, catholique et protestante, continuent de prêcher dans ce sens. Heureusement, elles sont de moins en moins écoutées, et nous pouvons prévoir le moment où elles seront forcées de fermer leurs établissements faute de croyants, ou, ce qui veut dire la même chose, faute de dupes.

Voyons maintenant les transformations qui se sont effectuées dans la classe féodale, dans la noblesse, après la Réforme. Elle était demeurée la propriétaire privilégiée et à peu près exclusive de la terre, mais elle avait perdu toute son indépendance politique. Avant la Réforme elle avait été, comme l'Église, la rivale et l'ennemie de l'État. Après cette révolution elle en devint la servante, comme l'Église, et, comme elle, une servante privilégiée. Toutes les fonctions militaires et civiles de

l'État, à l'exception des moins importantes, furent occupées par des nobles. Les cours des grands et même des plus petits monarques de l'Europe en furent remplies. Les plus grands seigneurs féodaux, jadis si indépendants et si fiers, devinrent les valets titrés des souverains. Ils perdirent bien leur fierté et leur indépendance, mais ils conservèrent toute leur arrogance. On peut même dire qu'elle s'accrut, l'arrogance étant le vice privilégié des laquais. Bas, rampants, serviles en présence du souverain, ils n'en devinrent que plus insolents vis-à-vis des bourgeois et du peuple, qu'ils continuèrent de piller non plus en leur propre nom et de par le droit divin, mais avec la permission et au service de leurs maîtres, et sous le prétexte du plus grand bien de l'État.

Ce caractère et cette situation particulière de la noblesse se sont presque intégralement conservés, même de nos jours, en Allemagne, pays étrange et qui semble avoir le privilège de rêver les choses les plus belles, les plus nobles, pour ne réaliser que les plus honteuses et les plus infâmes. À preuve les barbaries ignobles, atroces, de la dernière guerre, la formation toute récente de cet affreux Empire knouto-germanique, qui est incontestablement une menace contre la liberté de tous les pays de l'Europe, un défi jeté à l'humanité tout entière par le despotisme brutal d'un empereur-sergent de ville et de guerre à la fois, et par la stupide insolence de sa canaille nobiliaire.

Par la Réformation, la bourgeoisie s'était vue complètement délivrée de la tyrannie et du pillage des seigneurs féodaux, en tant que bandits ou pillards indépendants et privés; mais elle se vit livrée à une nouvelle tyrannie et à un pillage nouveau, et désormais régularisés, sous le nom d'impôts ordinaires et extraordinaires de l'État, par ces mêmes seigneurs devenus des serviteurs, c'est-à-dire des brigands et des pillards légitimes, de l'État. Cette transition du pillage féodal au pillage beaucoup plus régulier et plus systématique de l'État parut d'abord satisfaire la classe moyenne. Il faut en conclure que ce fut pour elle un vrai allègement de sa situation économique et sociale. Mais l'appétit vient en mangeant, dit le proverbe. Les impôts des États, d'abord assez modestes, augmentèrent chaque année dans une proportion inquiétante, pas aussi formidable pourtant que dans les États monarchiques de nos jours. Les guerres, on peut dire incessantes, que ces États, devenus absolus, se firent sous le prétexte d'équilibre international, depuis la Réforme jusqu'à la Révolution de 1789; la nécessité d'entretenir de grandes armées permanentes, qui désormais étaient devenues la base principale de la conservation des États; le luxe croissant des cours des souverains, qui s'étaient transformées en des orgies permanentes, et où la canaille nobiliaire, toute la valetaille titrée, chamarrée, venait mendier des pensions de ses maîtres; la nécessité de nourrir toute cette foule privilégiée qui remplissait les plus hautes fonctions dans l'armée, dans la bureaucratie et dans la police, tout cela exigea d'énormes dépenses. Ces dépenses furent payées, naturellement, avant tout et d'abord par le peuple, mais aussi par la classe bourgeoise, qui, jusqu'à la Révolution, fut aussi bien, sinon dans le même degré que le peuple, considérée comme une vache à lait, n'ayant d'autre destination que d'entretenir le souverain et de nourrir cette foule innombrable de fonctionnaires privilégiés. La Réformation, d'ailleurs, avait fait perdre à la classe moyenne en liberté peut-être le double de ce qu'elle lui avait donné en sécurité. Avant la Réformation, elle avait été généralement l'alliée et le soutien indispensable des rois dans leur lutte contre l'Église et contre les seigneurs féodaux, et elle en avait habilement profité pour conquérir un certain degré d'indépendance et de liberté. Mais depuis que l'Église, et les seigneurs féodaux s'étaient soumis à l'État, les rois, n'ayant plus besoin des services de la classe moyenne, la privèrent peu à peu de toutes les libertés qu'ils lui avaient anciennement octroyées.

Si telle fut la situation de la classe bourgeoise après la Réformation, on peut imaginer qu'elle dut être celle des masses populaires, des paysans et des ouvriers des villes. Les paysans du centre de l'Europe, en Allemagne, en Hollande, en partie même en Suisse, on le sait, firent, au début du seizième siècle et de la Réformation, un mouvement grandiose pour s'émanciper, au cri de « Guerre aux châteaux et paix aux chaumières ». Ce mouvement, trahi par la classe bourgeoise, et maudit par les chefs du protestantisme bourgeois, Luther et Mélanchthon<sup>2</sup>, fut étouffé dans le sang de plusieurs dizaines de milliers de paysans insurgés. Dès lors les paysans se virent, plus que jamais, rattachés à la glèbe, serfs de droit, esclaves de fait, et ils restèrent dans cet état jusqu'à la révolution de 1789-1793 en France, jusqu'en 1807 en Prusse, et jusqu'en 1848 dans presque tout le reste de l'Allemagne. Dans plusieurs parties du nord de l'Allemagne, et notamment dans le Mecklenburg, le servage existe encore aujourd'hui, alors qu'il a cessé d'exister même en Russie.

Le prolétariat des villes ne fut pas beaucoup plus libre que les paysans. Il se divisait en deux catégories, celle des ouvriers qui faisaient partie des corporations, et celle du prolétariat aucunement organisé. Le première était liée, garrottée dans ses mouvements et dans sa production, par une foule de règlements qui l'asservissaient aux chefs des maîtrises, aux patrons. La seconde, privée de tout droit, était opprimée et exploitée par tout le monde. La plus grande masse des impôts, comme toujours, retombait nécessairement sur le peuple.

Cette ruine et cette oppression générale des masses ouvrières, et de la classe bourgeoise en partie, avaient pour prétexte et pour but avoué la grandeur, la magnificence de l'État monarchique, nobiliaire, bureaucratique et militaire, État qui dans l'adoration officielle avait pris la place de l'Église, et (était) proclamé comme une institution divine. Il y eut donc une morale de l'État, toute différente, ou plutôt même tout opposée à la morale privée des hommes. Dans la morale privée, en tant qu'elle n'est point viciée par les dogmes religieux, il y a un fondement éternel, plus ou moins reconnu, compris, accepté et réalisé dans chaque société humaine. Ce fondement n'est autre que le respect humain, le respect de la dignité humaine, du droit et de la liberté de tous les individus humains. Les respecter, voilà le devoir de chacun ; les aimer et les provoquer, voilà la vertu ; les violer, au contraire, c'est le crime. La morale de l'État est tout opposée à cette morale humaine. L'État se pose lui-même à tous ses sujets comme le but suprême. Servir sa puissance, sa grandeur, par tous les moyens possibles et impossibles, et contrairement même à toutes les lois humaines et au bien de l'humanité, voilà la vertu. Car tout ce qui contribue à la puissance et à l'agrandissement de l'État, c'est le bien ; tout ce qui leur est contraire, fût-ce même l'action la plus vertueuse, la plus noble au point de vue humain, c'est le mal. C'est pourquoi les hommes d'État, les diplomates, les ministres, tous les fonctionnaires de l'État, ont toujours usé de crimes et de mensonges et d'infâmes trahisons pour servir l'État. Du moment qu'une vilénie est commise au service de l'État, elle devient une action méritoire. Telle est la morale de l'État. C'est la négation même de la morale humaine et de l'humanité.

La contradiction réside dans l'idée même de l'État. L'État universel n'ayant jamais pu se réaliser, chaque État est un être restreint comprenant un territoire limité et un nombre plus ou moins restreint de sujets. L'immense majorité de l'espèce humaine reste donc en dehors de chaque État, et l'humanité tout entière est partagée entre une foule d'États grands, moyens ou petits, dont chacun, malgré qu'il n'embrasse qu'une partie très restreinte de l'espèce humaine se proclame et se pose comme le représentant de l'humanité tout entière et comme quelque chose d'absolu. Par là même, tout ce qui reste en dehors de lui, tous les autres États, avec leurs sujets et la propriété de leurs sujets, sont considérés par chaque État comme des êtres privés de toute sanction, de tout droit, et qu'il a par conséquent celui d'attaquer, de conquérir, de massacrer, de piller, autant que ses moyens et ses forces le lui permettent. Vous savez, chers compagnons, qu'on n'est jamais parvenu à établir un droit international, et qu'on n'a jamais pu le faire précisément parce que, au point de vue de l'État, tout ce qui est dehors de l'État est privé de droit. Aussi suffit-il qu'un État déclare la guerre à un autre pour qu'il permette, que dis-je ? Pour qu'il commande à ses propres sujets de commettre contre les sujets de l'État ennemi tous les crimes possibles: le meurtre, le viol, le vol, la destruction, l'incendie, le pillage. Et tous ces crimes sont censés être bénis par le Dieu des chrétiens, que chacun des États belligérants considère et proclame (comme) son partisan à l'exclusion de l'autre, — ce qui naturellement doit mettre dans un fameux embarras ce pauvre Bon Dieu, au nom duquel les crimes les plus horribles ont été et continuent d'être commis sur la terre. C'est pourquoi nous sommes les ennemis du Bon Dieu, et nous considérons cette fiction, ce fantôme divin, comme l'une des sources principales des maux qui tourmentent les hommes.

C'est pourquoi nous sommes également les adversaires passionnés de l'État et de tous les États. Parce que tant qu'il y aura des États, il n'y aura point d'humanité, et tant qu'il y aura des États, la guerre et les horribles crimes de la guerre, et la ruine, la misère des peuples, qui en sont les conséquences inévitables, seront permanents.

Tant qu'il aura des États, les masses populaires, même dans les républiques les plus démocratiques, seront esclaves de fait, car elles ne travailleront pas en vue de leur propre bonheur et de leur propre richesse, mais pour la puissance et la richesse de l'État. Et qu'est-ce que l'État ? On prétend que c'est l'expression et la réalisation de l'utilité, du bien, du droit et de la liberté de tout le monde. Eh bien, ceux qui le prétendent mentent aussi bien que ceux qui prétendent que le Bon Dieu est le protecteur de tout le monde. Depuis que la fantaisie d'un Être divin s'est formée dans l'imagination des hommes, Dieu, tous les dieux, et parmi eux surtout le Dieu des chrétiens, a toujours pris le parti des forts et des riches contre les masses ignorantes et misérables. Il a béni, par ses prêtres, les privilèges les plus révoltants, les oppressions et les exploitations les plus infâmes.

De même l'État n'est autre chose que la garantie de toutes les exploitations au profit d'un petit nombre d'heureux privilégiés et au détriment des masses populaires. Il se sert de la force collective et du travail de tout le monde pour assurer le bonheur, la prospérité et les privilèges de quelques-uns, au détriment du droit humain de tout le monde. C'est un établissement où la minorité joue le rôle de marteau et la majorité forme l'enclume.

Jusqu'à la grande Révolution, la classe bourgeoise, quoique à un moindre degré que les masses populaires, avait fait partie de l'enclume. Et c'est à cause de cela qu'elle fut révolutionnaire.

Oui, elle fut bien révolutionnaire. Elle osa se révolter contre toutes les autorités divines et humaines, et mit en question dieu, les rois, le pape. Elle en voulut surtout à la noblesse, qui occupait dans l'État une place qu'elle brûlait d'impatience d'occuper à son tour. Mais non, je ne veux pas être injuste, et je ne prétends aucunement que, dans ses magnifiques protestations contre la tyrannie divine et humaine, elle n'ait été conduite et poussée que par une pensée égoïste. La force des choses, la nature même de son organisation particulière, l'avaient poussée instinctivement à s'emparer du pouvoir. Mais comme elle n'avait point encore la conscience de l'abîme qui la sépare réellement des masses ouvrières qu'elle exploite, comme cette conscience se s'était aucunement réveillée encore au sein du prolétariat lui-même, la bourgeoisie, représentée, dans cette lutte contre l'Église et l'État, par ses plus nobles esprits et par ses plus grands caractères, crut de bonne foi qu'elle travaillait également pour l'émancipation de tout le monde.

Les deux siècles qui séparent les luttes de la Réformation religieuse de celles de la grande Révolution furent l'âge héroïque de la classe bourgeoise. Devenue puissante par la richesse et par l'intelligence, elle attaqua audacieusement toutes les institutions respectées de l'Église et de l'État. Elle sapa tout, d'abord, par la littérature et par la critique philosophique ; plus tard, elle renversa tout par la révolte ouverte. C'est elle qui fit la révolution de 1789 et de 1793. Sans doute elle ne put la faire qu'en se servant de la force populaire; mais ce fut elle qui organisa cette force et qui la dirigea contre l'Église, contre la royauté et contre la noblesse. Ce fut elle qui pensa, et qui prit l'initiative de tous les mouvements que le peuple exécuta. La bourgeoisie avait foi en elle-même, elle se sentait puissante parce qu'elle savait que derrière elle, avec elle, il y avait le peuple.

Si l'on compare les géants de la pensée et de l'action qui étaient sortis de la classe bourgeoise au dix-huitième siècle, avec les plus grandes célébrités, avec les nains vaniteux célèbres qui la représentent de nos jours, on pourra se convaincre de la décadence, de la chute effroyable qui s'est produite dans cette classe. Au dix-huitième siècle elle était intelligente, audacieuse, héroïque. Aujourd'hui elle se montre lâche et stupide. Alors, pleine de foi, elle osait tout, et elle pouvait tout. Aujourd'hui, rongée par le doute, et démoralisée par sa propre iniquité, qui est encore plus dans sa situation que dans sa volonté, elle nous offre le tableau de la plus honteuse impuissance.

Les événements récents en France ne le prouvent que trop bien. La bourgeoisie se montre tout à fait incapable de sauver la France. Elle a préféré l'invasion des Prussiens à la révolution populaire qui seule pouvait opérer ce salut. Elle a laissé tomber de ses mains débiles le drapeau des progrès humains, celui de l'émancipation universelle. Et le prolétariat de Paris nous prouve aujourd'hui que

les travailleurs sont désormais seuls capables de le porter. Dans une prochaine séance, je tâcherai de le démontrer.

Michel Bakounine